

C-15

Second Session, Thirty-seventh Parliament,
51 Elizabeth II, 2002

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-15

An Act to amend the Lobbyists Registration Act

First reading, October 23, 2002

THE MINISTER OF INDUSTRY

C-15

Deuxième session, trente-septième législature,
51 Elizabeth II, 2002

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-15

Loi modifiant la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes

Première lecture le 23 octobre 2002

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE

SUMMARY

This enactment amends the *Lobbyists Registration Act* by removing the words “in an attempt to influence” in respect of the communications referred to in the registration provisions, and by removing the exception for communications made in response to requests by public office holders. It also provides that communications that are restricted to requests for information are not subject to the Act. The enactment requires that all lobbyists file a return every six months, and imposes most of the registration obligations that apply to in-house lobbyists for organizations on in-house lobbyists for corporations.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* en supprimant, d'une part, l'expression « afin de tenter d'influencer » en ce qui a trait aux communications visées dans les dispositions relatives à l'enregistrement et, d'autre part, l'exception qui concerne les communications faites en réponse à une demande provenant d'un titulaire d'une charge publique. Le texte prévoit également que les communications qui se limitent à une demande de renseignements ne sont pas assujetties à la loi. Le texte exige que tous les lobbyistes déposent une déclaration tous les six mois et impose aux lobbyistes salariés travaillant pour le compte d'une personne morale la plupart des exigences relatives à l'enregistrement qui s'appliquent aux lobbyistes salariés travaillant pour le compte d'une organisation.

All parliamentary publications are available on the
Parliamentary Internet Parlementaire
at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire »
à l'adresse suivante:
<http://www.parl.gc.ca>

BILL C-15

PROJET DE LOI C-15

BILL C-15

PROJET DE LOI C-15

An Act to amend the Lobbyists Registration Act

Loi modifiant la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. 44
(4th Supp.)

LOBBYISTS REGISTRATION ACT

LOI SUR L'ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

L.R., ch. 44
(4^e suppl.)

1. The third paragraph of the preamble of the *Lobbyists Registration Act* is replaced by the following:

AND WHEREAS it is desirable that public office holders and the public be able to know who is engaged in lobbying activities;

1. Le troisième paragraphe du préambule de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* est remplacé par ce qui suit :

Vu l'opportunité d'accorder aux titulaires d'une charge publique et au public la possibilité de savoir qui se livre à des activités de lobbyisme;

1995, c. 12,
s. 1(1)

2. Paragraph (d) of the definition "organization" in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

(d) a partnership, trust, association, charitable society, coalition or interest group,

2. La définition de « organisation », au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« organisation » Organisation commerciale, industrielle, professionnelle, syndicale ou 15
bénévole, chambre de commerce, société de personnes, fiducie, association, organisme de bienfaisance, coalition ou groupe d'intérêt, ainsi que tout gouvernement autre que celui du Canada. Y est en outre assimilée la personne morale sans capital-actions constituée afin de poursuivre, sans gain pécuniaire pour ses membres, des objets d'un caractère national, provincial, patriotique, religieux, philanthropique, charitable, 25
scientifique, artistique, social, professionnel ou sportif, ou des objets analogues.

1995, ch. 12,
par. 1(1)

« organisation »
"organization"

1994, c. 35,
s. 36; 2000,
c. 7, s. 24

3. (1) Paragraphs 4(1)(d.1) and (d.2) of the Act are replaced by the following:

(d.1) members of an aboriginal government or institution that exercises jurisdiction or authority under a self-government agreement, or under self-government provisions contained in a land claims agreement, given effect by or under an Act of Parlia-

3. (1) Les alinéas 4(1)d.1) et d.2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

d.1) les membres d'un gouvernement ou 30
d'une institution autochtone qui exerce sa compétence ou son autorité au titre d'un accord d'autonomie gouvernementale ou de dispositions en matière d'autonomie

1994, ch.t 35,
art.t 36;
2000, ch.t 7,
art. 24

ment, persons on the staff of those members or employees of that government or institution;

gouvernementale contenues dans un accord sur des revendications territoriales — lesquels accords ont été mis en vigueur au titre d'une loi fédérale —, le personnel de ces membres ainsi que les employés d'un tel gouvernement ou d'une telle institution;

1995, c. 12, s. 2(2)

(2) Paragraphs 4(2)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(2) Les alinéas 4(2)b) et c) de la même loi 5 sont remplacés par ce qui suit :

1995, ch. 12, par. 2(2)

(b) any oral or written communication made to a public office holder by an individual on behalf of any person or organization with respect to the enforcement, interpretation or application of any Act of Parliament or regulation by that public office holder with respect to that person or organization; or

b) communication orale ou écrite, faite par un mandataire au titulaire d'une charge publique portant sur l'exécution, l'interprétation ou l'application, par celui-ci, d'une loi fédérale ou d'un règlement d'application de celle-ci à l'égard de la personne ou de l'organisation mandante;

(c) any oral or written communication made to a public office holder by an individual on behalf of any person or organization if the communication is restricted to a request for information.

c) communication orale ou écrite, faite par le mandataire d'une personne ou d'une organisation au titulaire d'une charge publique et qui se limite à une demande de renseignements.

1995, c. 12, s. 3

4. (1) Subsection 5(1) of the Act is replaced by the following:

4. (1) Le paragraphe 5(1) de la même loi 20 est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 12, art. 3

Requirement to file return

5. (1) An individual shall file with the registrar, in the prescribed form and manner, a return setting out the information referred to in subsection (2), if the individual, for payment, on behalf of any person or organization (in this section referred to as the "client"), undertakes to

5. (1) Est tenue de fournir au directeur, en la forme réglementaire, une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2(2) toute personne (ci-après « lobbyiste-conseil ») qui, moyennant paiement, s'engage, auprès d'un client, d'une personne physique ou morale ou d'une organisation :

Déclaration obligatoire

(a) communicate with a public office holder in respect of

a) à communiquer avec le titulaire d'une charge publique au sujet des mesures suivantes :

(i) the development of any legislative proposal by the Government of Canada or by a member of the Senate or the House of Commons,

(i) l'élaboration de propositions législatives par le gouvernement fédéral ou par un sénateur ou un député,

(ii) the introduction of any Bill or resolution in either House of Parliament or the passage, defeat or amendment of any Bill or resolution that is before either House of Parliament,

(ii) le dépôt d'un projet de loi ou d'une résolution devant une chambre du Parlement, ou sa modification, son adoption ou son rejet par celle-ci,

(iii) the making or amendment of any regulation as defined in subsection 2(1) of the *Statutory Instruments Act*,

(iii) la prise ou la modification de tout règlement au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les textes réglementaires*,

(iv) the development or amendment of any policy or program of the Government of Canada,

(iv) l'élaboration ou la modification d'orientation ou de programmes fédéraux,

- (v) the awarding of any grant, contribution or other financial benefit by or on behalf of Her Majesty in right of Canada, or
- (vi) the awarding of any contract by or on behalf of Her Majesty in right of Canada; or
- (b) arrange a meeting between a public office holder and any other person.

- (v) l'octroi de subventions, de contributions ou d'autres avantages financiers par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom,
- (vi) l'octroi de tout contrat par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom;
- b) à ménager pour un tiers une entrevue avec le titulaire d'une charge publique.

Time limits for filing returns

(1.1) An individual shall file a return (a) not later than ten days after entering into an undertaking referred to in subsection (1); and (b) subject to subsections (1.2) and (1.3), not later than thirty days after the expiry of every six-month period after the day on which a return is filed under paragraph (a).

(1.1) Le lobbyiste-conseil fournit la déclaration : a) dans les dix jours suivant l'engagement visé au paragraphe (1); b) sous réserve des paragraphes (1.2) et (1.3), dans les trente jours suivant l'expiration de chaque période de six mois à compter de la date de remise visée à l'alinéa a).

Délais de remise 10

Exception if change provided

(1.2) Where an individual provides a change to information or newly acquired information under subsection (3), a return under paragraph (1.1)(b) shall be filed not later than thirty days after the expiry of every six-month period after the last day on which a change or newly acquired information is provided under that subsection.

(1.2) Le lobbyiste-conseil qui informe le directeur d'un renseignement ou d'un changement de renseignement conformément au paragraphe (3) fournit la déclaration visée à l'alinéa (1.1)b) dans les trente jours suivant l'expiration de chaque période de six mois à compter de la dernière date où il informe ainsi le directeur.

Délai de remise : cas particulier 25

Completion or termination of undertaking

(1.3) An individual is not required to file a return under paragraph (1.1)(b) with respect to an undertaking if the individual completes or terminates the undertaking and advises the registrar of that fact in the prescribed form and manner before the expiry of the period within which the return must be filed under that paragraph.

(1.3) Le lobbyiste-conseil n'est pas tenu de fournir une déclaration en vertu de l'alinéa (1.1)b) concernant un engagement qui a pris fin s'il en avise le directeur, en la forme réglementaire, avant l'expiration du délai prévu à cet alinéa pour fournir la déclaration.

Fin de l'engagement 30

1995, c. 12, s. 3; 1999, c. 31, s. 163(F)

(2) Paragraph 5(2)(e.1) of the Act is replaced by the following:

(2) L'alinéa 5(2)e.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 12, art. 3; 1999, ch. 31, art. 163(F) 35

(e.1) if the client is funded in whole or in part by a government or government agency, the name of the government or agency, as the case may be, and the amount of funding received;

e.1) dans le cas où le financement de son client provient en tout ou en partie d'un gouvernement ou d'un organisme public, le nom de celui-ci et le montant du financement;

40

1995, c. 12, s. 3

(3) Paragraph 5(2)(f) of the Act is replaced by the following:

(3) L'alinéa 5(2)f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 12, art. 3 40

(f) particulars to identify the subject-matter in respect of which the individual undertakes to communicate with a public office holder or to arrange a meeting, and any other information respecting the subject-matter that is prescribed; 5

1995, c. 12,
s. 3

(4) Paragraph 5(2)(g) of the French version of the Act is replaced by the following:

g) le fait, le cas échéant, que le paiement est 10
constitué en tout ou en partie d'honoraires
conditionnels et donc subordonné à l'in-
fluence qu'il réussit à exercer sur l'une des
mesures visées aux sous-alinéas (1a)(i) à
(vi); 15

1995, c. 12,
s. 3

(5) Paragraphs 5(2)(i) and (j) of the Act are replaced by the following:

(i) the name of any department or other governmental institution in which any public office holder with whom the individual 20
communicates or expects to communicate
in respect of any matter described in
subparagraphs (1)(a)(i) to (vi) or with
whom a meeting is, or is to be, arranged, is
employed or serves; 25

(j) if the individual undertakes to communicate with a public office holder in respect of any matter described in subparagraphs (1)(a)(i) to (vi), particulars to identify any communication technique that the individual 30
uses or expects to use in connection with
the communication with the public office
holder, including any appeals to members
of the public through the mass media or by
direct communication that seek to persuade 35
those members of the public to communi-
cate directly with a public office holder in
an attempt to place pressure on the public
office holder to endorse a particular opinion
(in this Act referred to as "grass-roots 40
communication"); and

1995, c. 12,
s. 3

(6) Subsection 5(4) of the Act is repealed.

1995, c. 12,
s. 3

(7) Subsection 5(7) of the Act is replaced by the following:

f) les renseignements — réglementaires et
autres — utiles à la détermination de l'ob-
jet de l'engagement;

(4) L'alinéa 5(2)(g) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit : 5

1995, ch. 12,
art. 3

g) le fait, le cas échéant, que le paiement est
constitué en tout ou en partie d'honoraires
conditionnels et donc subordonné à l'in-
fluence qu'il réussit à exercer sur l'une des
mesures visées aux sous-alinéas (1a)(i) à 10
(vi);

(5) Les alinéas 5(2)(i) et (j) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1995, ch. 12,
art. 3

i) le nom du ministère ou de l'institution
gouvernementale où exerce ses fonctions le 15
titulaire d'une charge publique avec qui il
communique ou compte communiquer au
sujet d'une des mesures visées aux sous-
alinéas (1a)(i) à (vi) ou avec qui il prend ou
compte prendre rendez-vous; 20

j) les renseignements utiles à la détermi-
nation des moyens de communication qu'il
utilise ou qu'il compte utiliser pour com-
muniquer avec le titulaire d'une charge
publique au sujet d'une des mesures visées 25
aux sous-alinéas (1a)(i) à (vi), notamment
par un appel au grand public, directement
ou au moyen d'un média à grande diffusion,
pour persuader celui-ci de communiquer
directement avec le titulaire d'une charge 30
publique en vue de faire pression sur lui afin
qu'il appuie un certain point de vue;

(6) Le paragraphe 5(4) de la même loi est abrogé.

1995, ch. 12,
art. 3

**(7) Le paragraphe 5(7) de la même loi est 35
remplacé par ce qui suit :**

1995, ch. 12,
art. 3

For greater certainty

(7) For greater certainty, an individual who undertakes to communicate with a public office holder as described in paragraph (1)(a) is not required to file more than one return with respect to the undertaking, even though the individual, in connection with that undertaking, communicates with more than one public office holder or communicates with one or more public office holders on more than one occasion.

(7) Le lobbyiste-conseil qui s'engage à communiquer avec le titulaire d'une charge publique conformément à l'alinéa (1)a) et qui communique avec plusieurs titulaires ou plusieurs fois avec un ou plusieurs titulaires d'une charge publique dans le cadre de cet engagement n'est tenu de faire qu'une déclaration concernant cet engagement.

Déclaration unique

1995, c. 12, s. 3; 1999, c. 21, s. 164(F)

5. Section 6 of the Act and the heading before it are repealed.

5. L'article 6 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

1995, ch. 12, art. 3; 1999, ch. 21, art. 164(F)

1995, c. 12, s. 3

6. The heading before section 7 of the Act is replaced by the following:

6. L'intertitre précédant l'article 7 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 12, art. 3

In-house Lobbyists (Corporations and Organizations)

Lobbyistes salariés (personnes morales ou organisations)

1995, c. 12, s. 3

7. (1) Subsections 7(1) to (4) of the Act are replaced by the following:

7. (1) Les paragraphes 7(1) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1995, ch. 12, art. 3

Requirement to file return

7. (1) The officer responsible for filing returns for a corporation or organization shall file with the registrar, in the prescribed form and manner, a return setting out the information referred to in subsection (3) if

7. (1) Est tenu de fournir au directeur, en la forme réglementaire, une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe (3) le déclarant d'une personne morale ou d'une organisation si :

Déclaration obligatoire

- (a) the corporation or organization employs one or more individuals any part of whose duties is to communicate with public office holders on behalf of the employer or, if the employer is a corporation, on behalf of any subsidiary of the employer or any corporation of which the employer is a subsidiary, in respect of

- a) d'une part, celle-ci compte au moins un employé dont les fonctions comportent la communication, au nom de l'employeur ou, si celui-ci est une personne morale, au nom d'une filiale de l'employeur ou d'une personne morale dont celui-ci est une filiale, avec le titulaire d'une charge publique, au sujet des mesures suivantes :

- (i) the development of any legislative proposal by the Government of Canada or by a member of the Senate or the House of Commons,
- (ii) the introduction of any Bill or resolution in either House of Parliament or the passage, defeat or amendment of any Bill or resolution that is before either House of Parliament,
- (iii) the making or amendment of any regulation as defined in subsection 2(1) of the *Statutory Instruments Act*,
- (iv) the development or amendment of any policy or program of the Government of Canada, or

- (i) l'élaboration de propositions législatives par le gouvernement fédéral ou par un sénateur ou un député,
- (ii) le dépôt d'un projet de loi ou d'une résolution devant une chambre du Parlement, ou sa modification, son adoption ou son rejet par celle-ci,
- (iii) la prise ou la modification de tout règlement au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les textes réglementaires*,
- (iv) l'élaboration ou la modification d'orientation ou de programmes fédéraux,

	<p>(v) the awarding of any grant, contribution or other financial benefit by or on behalf of Her Majesty in right of Canada; and</p> <p>(b) those duties constitute a significant part of the duties of one employee or would constitute a significant part of the duties of one employee <u>if they</u> were performed by only one employee.</p>	<p>(v) l'octroi de subventions, de contributions ou d'autres avantages financiers par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom;</p> <p>b) d'autre part, les fonctions visées à l'alinéa a) constituent une partie importante de celles d'un seul employé ou constitueraient une partie importante des fonctions d'un employé si elles étaient exercées par un seul employé.</p>	
Time limits for filing returns	<p>(2) The officer responsible for filing returns shall file a return</p> <p>(a) <u>not later than two months after the day on which the requirement to file a return first arises under subsection (1); and</u></p> <p>(b) <u>subject to subsection (2.1), not later than thirty days after the expiry of every six-month period after the day on which a return is filed under paragraph (a).</u></p>	<p>(2) La déclaration doit être fournie :</p> <p>a) <u>au plus tard dans les deux mois suivant la date où l'obligation prévue à ce paragraphe a pris naissance;</u></p> <p>b) sous réserve du paragraphe (2.1), dans les trente jours suivant l'expiration de chaque période de six mois à compter de la date de remise prévue à l'alinéa a).</p>	Délais
Termination of activities	<p>(2.1) The officer responsible for filing returns is not required to file a return under paragraph (2)(b) if</p> <p>(a) the employer no longer employs any employees whose duties are as described in paragraphs (1)(a) and (b); and</p> <p>(b) the officer responsible for filing returns advises the registrar of the circumstances described in paragraph (a) in the prescribed form and manner before the expiry of the period within which the return must be filed under paragraph (2)(b).</p>	<p>(2.1) Il n'est pas nécessaire de la fournir au titre de l'alinéa (2)b) dans le cas suivant :</p> <p>a) l'employeur n'a plus d'employé dont les fonctions sont décrites aux alinéas (1)a) et b);</p> <p>b) le déclarant en informe le directeur en la forme réglementaire avant l'expiration du délai pour fournir la déclaration prévu à l'alinéa (2)b).</p>	Cessation des activités
Contents of return	<p>(3) The return shall set out the following information:</p> <p>(a) the name and business address of the officer <u>responsible for filing returns;</u></p> <p>(b) the name and business address of the employer;</p> <p>(b.1) if the employer is a corporation, the name and business address of every subsidiary of the corporation that, to the knowledge of the officer responsible for filing returns, has a direct interest in the outcome of an employee's activities on behalf of the employer in respect of any matter described in subparagraphs (1)(a)(i) to (v);</p>	<p>(3) La déclaration contient les renseignements suivants :</p> <p>a) le nom et l'adresse de l'établissement du déclarant;</p> <p>b) le nom de l'employeur et l'adresse de son établissement;</p> <p>b.1) si l'employeur est une personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de chacune de ses filiales qui, à sa connaissance, est directement intéressée par le résultat des activités de l'employé exercées au nom de l'employeur au sujet d'une des mesures visées aux sous-alinéas (1)a)(i) à (v);</p> <p>b.2) si l'employeur est une personne morale qui est la filiale d'une autre personne</p>	Renseignements

(b.2) if the employer is a corporation that is a subsidiary of any other corporation, the name and business address of that other corporation;

(c) a description in summary form of the employer's business or activities and any other information to identify its business or activities that is prescribed;

(d) if the employer is an organization, a description of the organization's membership and any other information to identify its membership that is prescribed;

(e) if the employer is funded in whole or in part by a government or government agency, the name of the government or agency, as the case may be, and the amount of funding received;

(f) if the employer is an organization, the name of each employee any part of whose duties is as described in paragraph (1)(a);

(f.1) if the employer is a corporation, the name of

(i) each senior officer any part of whose duties is as described in paragraph (1)(a), and

(ii) any other employee any part of whose duties is as described in paragraph (1)(a), if that part constitutes a significant part of the duties of that employee;

(g) if the return is filed under paragraph (2)(a), particulars to identify the subject-matter of any communication between any employee named in the return and a public office holder in respect of any matter described in subparagraphs (1)(a)(i) to (v) during the period between the date on which the requirement to file a return first arises under subsection (1) and the date of filing, and any other information respecting that subject-matter that is prescribed;

(h) if the return is filed under paragraph (2)(b), particulars to identify the subject-matter of any communication between any employee named in the return and a public office holder in respect of any matter described in subparagraphs (1)(a)(i) to (v) during a six-month period referred to in

morale, le nom de celle-ci et l'adresse de son établissement;

c) un résumé des activités — commerciales ou autres — de l'employeur et tout autre renseignement réglementaire utile portant sur la nature de ces activités;

d) si l'employeur est une organisation, la composition de celle-ci et tout autre renseignement réglementaire utile à l'identification de ses membres;

e) dans le cas où le financement de l'employeur provient en tout ou en partie d'un gouvernement ou d'un organisme public, le nom de celui-ci et le montant du financement;

f) si l'employeur est une organisation, le nom de tout employé occupant les fonctions décrites à l'alinéa (1)a);

f.1) si l'employeur est une personne morale, le nom des personnes suivantes :

(i) tout cadre dirigeant qui exerce des fonctions décrites à l'alinéa (1)a),

(ii) tout autre employé qui exerce des fonctions décrites à l'alinéa (1)a), si celles-ci constituent une partie importante de ses fonctions;

g) si la déclaration est fournie conformément à l'alinéa (2)a), les renseignements — réglementaires et autres — utiles à la détermination de l'objet de toute communication entre tout employé visé dans la déclaration et le titulaire d'une charge publique au sujet d'une des mesures visées aux sous-alinéas (1)a)(i) à (v), au cours de la période entre la date où l'obligation de remise a pris naissance en vertu du paragraphe (1) et la date de la remise;

h) si la déclaration est fournie conformément à l'alinéa (2)b), les renseignements — réglementaires et autres — utiles à la détermination de l'objet de toute communication entre l'employé visé dans la déclaration et le titulaire d'une charge publique au sujet d'une des mesures visées aux sous-alinéas (1)a)(i) à (v) au cours d'une période de six mois prévue à l'alinéa (2)b);

paragraph (2)(b) and any other information respecting that subject-matter that is prescribed;

(h.1) if any employee named in the return communicates with a public office holder in respect of any matter described in subparagraphs (1)(a)(i) to (v) during the period between the expiry of a six-month period referred to in paragraph (2)(b) and the date on which the return is filed under that paragraph, particulars to identify the subject-matter of the communication and any other information respecting that subject-matter that is prescribed;

(h.2) if any employee named in the return is expected to communicate with a public office holder in respect of any matter described in subparagraphs (1)(a)(i) to (v) during the six-month period after the date of filing under paragraph (2)(a), or during the six-month period after the expiry of a six-month period referred to in paragraph (2)(b), particulars to identify the subject-matter of the communication and any other information respecting that subject-matter that is prescribed;

(i) particulars to identify any relevant legislative proposal, Bill, resolution, regulation, policy, program, grant, contribution or financial benefit;

(j) the name of any department or other governmental institution in which a public office holder is employed or serves, if any employee named in the return,

(i) communicates with the public office holder in respect of any matter described in subparagraphs (1)(a)(i) to (v) during the period referred to in paragraph (g), (h) or (h.1), or

(ii) is expected to communicate with the public office holder in respect of any matter described in subparagraphs (1)(a)(i) to (v) during either of the periods referred to in paragraph (h.2);

(k) particulars to identify any communication technique, including grass-roots communication within the meaning of paragraph 5(2)(j), that any employee named in the return

h.1) les renseignements — réglementaires et autres — utiles à la détermination de l'objet de toute communication entre tout employé visé par la déclaration et le titulaire d'une charge publique au sujet d'une des mesures visées aux sous-alinéas (1)a)(i) à (v) au cours de la période entre l'expiration d'une période de six mois prévue à l'alinéa (2)b) et la date de remise visée à cet alinéa;

h.2) dans le cas où l'on s'attend à ce qu'un employé visé par la déclaration communique avec le titulaire d'une charge publique au sujet d'une des mesures visées aux sous-alinéas (1)a)(i) à (v) au cours de la période de six mois suivant la date de remise visée à l'alinéa (2)a) ou au cours de la période de six mois suivant l'expiration d'une période de six mois prévue à l'alinéa (2)b), les renseignements — réglementaires et autres — utiles à la détermination de l'objet de la communication;

i) les renseignements utiles à la détermination de la mesure — proposition législative, projet de loi, résolution, règlement, politique, programme, subvention, contribution ou autre avantage financier — en cause;

j) le nom du ministère ou de l'institution gouvernementale où exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique :

(i) avec lequel tout employé communique au sujet d'une des mesures visées aux sous-alinéas (1)a)(i) à (v) au cours des périodes prévues aux alinéas g), h) ou h.1),

(ii) avec lequel on s'attend à ce que tout employé communique au sujet d'une des mesures visées aux sous-alinéas (1)a)(i) à (v) au cours de l'une des périodes prévues à l'alinéa h.2);

k) les renseignements utiles à la détermination des moyens de communication, notamment l'appel au grand public, directement ou au moyen d'un média à grande diffusion :

(i) que tout employé visé dans la déclaration utilise dans le cadre d'une communication au sujet d'une des mesures visées

(i) uses in connection with any communication in respect of any matter described in subparagraphs (1)(a)(i) to (v) during the period referred to in paragraph (g), (h) or (h.1), or

(ii) is expected to use in connection with any communication in respect of any matter described in subparagraphs (1)(a)(i) to (v) during either of the periods referred to in paragraph (h.2); 10
and

(l) any other information that is prescribed that relates to the identity of the officer responsible for filing returns, the employer, any subsidiary referred to in paragraph (b.1), any corporation referred to in paragraph (b.2) of which the employer is a subsidiary, any employee referred to in paragraph (f) or (f.1) or any department or institution referred to in paragraph (j). 20

aux sous-alinéas (1)a)(i) à (v) au cours des périodes prévues aux alinéas g), h) ou h.1),

(ii) qu'on s'attend à ce que tout employé visé dans la déclaration utilise dans le cadre d'une communication au sujet d'une des mesures visées aux sous-alinéas (1)a)(i) à (v) au cours de l'une des périodes prévues à l'alinéa h.2); 5

l) tout autre renseignement réglementaire 10 utile à l'identification du déclarant, de l'employeur, de la filiale visée à l'alinéa b.1), de l'autre personne morale visée à l'alinéa b.2) de qui l'employeur est une filiale, de l'employé visé aux alinéas f) ou f.1), ou du ministère ou de l'institution gouvernementale visé à l'alinéa j). 15

Changes to information

(4) If an employee who has been named in a return no longer performs any of the duties described in paragraph (1)(a) or is no longer employed by the employer, the officer responsible for filing returns shall, in the prescribed form and manner, not later than thirty days after the change occurs, advise the registrar of the change. 25

(4) Le déclarant informe le directeur, en la forme réglementaire dans les trente jours suivant le changement, du fait qu'un employé visé par la déclaration a cessé d'occuper les fonctions visées à l'alinéa (1)a) ou a cessé de travailler pour l'employeur.

Mise à jour

1995, c. 12, s. 3

(2) Subsection 7(5) of the English version of the Act is replaced by the following: 30

(2) Le paragraphe 7(5) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce 25 qui suit :

1995, ch. 12, art. 3

Information requested by registrar

(5) If the registrar requests information to clarify any information that has been provided to the registrar under this section, the officer responsible for filing returns shall, in the prescribed form and manner, not later than thirty days after the request is made, provide the registrar with the information. 35

(5) If the registrar requests information to clarify any information that has been provided to the registrar under this section, the officer responsible for filing returns shall, in the prescribed form and manner, not later than thirty days after the request is made, provide the registrar with the information. 30

Information requested by registrar

1995, c. 12, s. 3

(3) The definition "premier dirigeant" in subsection 7(6) of the French version of the Act is repealed. 40

(3) La définition de « premier dirigeant », au paragraphe 7(6) de la même loi, est abrogée. 35

1995, ch. 12, art. 3

1995, c. 12, s. 3

(4) The definition "senior officer" in subsection 7(6) of the English version of the Act is replaced by the following:

(4) La définition de « senior officer », au paragraphe 7(6) de la version anglaise de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

1995, ch. 12, art. 3

"senior officer" « cadre dirigeant »

"senior officer", in respect of a corporation, means 45

"senior officer", in respect of a corporation, means 40

"senior officer" « cadre dirigeant »

(a) a chief executive officer, chief operating officer or president of the corporation, or
 (b) any other officer who reports directly to the chief executive officer, chief operating officer or president of the corporation.

(a) a chief executive officer, chief operating officer or president of the corporation, or
 (b) any other officer who reports directly to the chief executive officer, chief operating officer or president of the corporation.

(5) Subsection 7(6) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(5) Le paragraphe 7(6) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“officer responsible for filing returns”
 « déclarant »

“officer responsible for filing returns” means the employee who holds the most senior office in a corporation or organization and is compensated for the performance of their duties;

« déclarant » L'employé rémunéré qui exerce les fonctions les plus élevées au sein d'une personne morale ou d'une organisation.

« déclarant »
 “officer responsible for filing returns”

(6) Subsection 7(6) of the French version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(6) Le paragraphe 7(6) de la version française de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« cadre dirigeant »
 “senior officer”

« cadre dirigeant » S'entend :
 a) du premier dirigeant, du directeur de l'exploitation ou du président de la personne morale;
 b) de tout autre dirigeant qui relève directement du premier dirigeant, du directeur de l'exploitation ou du président de la personne morale.

« cadre dirigeant » S'entend :
 a) du premier dirigeant, du directeur de l'exploitation ou du président de la personne morale;
 b) de tout autre dirigeant qui relève directement du premier dirigeant, du directeur de l'exploitation ou du président de la personne morale.

« cadre dirigeant »
 “senior officer”

1995, c. 12, s. 5

8. Subsection 10.2(1) of the Act is replaced by the following:

8. Le paragraphe 10.2(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 12, art. 5

Lobbyists' Code of Conduct

10.2 (1) The Ethics Counsellor shall develop a Lobbyists' Code of Conduct respecting the activities described in subsections 5(1) and 7(1).

10.2 (1) Le conseiller élabore un code de déontologie des lobbyistes portant sur toutes les activités visées aux paragraphes 5(1) et 7(1).

Code de déontologie

1995, c. 12, s. 5

9. Subsection 10.3(1) of the Act is replaced by the following:

9. Le paragraphe 10.3(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 12, art. 5

Compliance with Code

10.3 (1) The following individuals shall comply with the Code:
 (a) an individual who is required to file a return under subsection 5(1); and
 (b) an employee who, in accordance with paragraph 7(3)(f) or (f.1), is named in a return filed under subsection 7(1).

10.3 (1) Doivent se conformer au code :
 a) la personne tenue de fournir une déclaration en application du paragraphe 5(1);
 b) l'employé qui, aux termes des alinéas 7(3)f) ou f.1), est nommé dans une déclaration fournie en application du paragraphe 7(1).

Conformité

1995, c. 12, s. 5

10. (1) Subparagraph 10.4(2)(a)(ii) of the Act is replaced by the following:

10. (1) Le paragraphe 10.4(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 12, art. 5

(ii) compel persons to produce any documents or other things that the Ethics Counsellor considers necessary for the investigation, including any record of a payment received, disbursement made or expense incurred by an individual who is required to file a return under subsection 5(1) or by an employee who, in accordance with paragraph 7(3)(f) or (f.1), is named in a return filed under subsection 7(1), in respect of any matter referred to in any of subparagraphs 5(1)(a)(i) to (vi) or 7(1)(a)(i) to (v), as the case may be; and

(2) Il peut, dans le cadre de son enquête, de la même manière et dans la même mesure qu'une cour supérieure d'archives, assigner devant lui des témoins et leur enjoindre de déposer oralement ou par écrit, sous la foi du serment, ou de produire les documents et autres pièces qu'il croit nécessaires à son enquête, y compris les documents établissant que la personne qui est tenue de fournir une déclaration en application du paragraphe 5(1) ou qui, aux termes des alinéas 7(3)f) ou f.1), est nommée dans une déclaration fournie en application du paragraphe 7(1), a reçu un paiement ou engagé une dépense se rapportant, le cas échéant, à l'une des mesures visées aux sous-alinéas 5(1)a)(i) à (vi) ou 7(1)a)(i) à (v). Il peut en outre faire prêter serment et recueillir tout renseignement, qu'il soit ou non admissible en preuve devant un tribunal.

Pouvoirs d'enquête

(2) Subsection 10.4(6) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a), by adding the word "or" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(2) Le paragraphe 10.4(6) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

(c) the Ethics Counsellor believes on reasonable grounds that the disclosure is necessary for the purpose of advising a peace officer having jurisdiction to investigate an alleged offence under this or any other Act of Parliament or of the legislature of a province.

c) si le conseiller a des motifs raisonnables de croire que la divulgation est nécessaire pour aviser un agent de la paix compétent pour mener une enquête relativement à une infraction présumée à la présente loi ou à toute autre loi fédérale ou provinciale.

(3) Section 10.4 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

(3) L'article 10.4 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

Advice to peace officers

(7) If, during the course of performing duties and functions under this section, the Ethics Counsellor believes on reasonable grounds that a person has committed an offence under this or any other Act of Parliament or of the legislature of a province, the Ethics Counsellor shall advise a peace officer having jurisdiction to investigate the alleged offence.

(7) Si, dans l'exercice des pouvoirs et des fonctions que lui confère le présent article, le conseiller a des motifs raisonnables de croire qu'une personne a commis une infraction à la présente loi ou à toute autre loi fédérale ou provinciale, il avise un agent de la paix compétent pour mener une enquête relativement à l'infraction.

Enquête

Suspension of investigation

(8) The Ethics Counsellor must immediately suspend an investigation under this section of an alleged breach of the Code by any person if

(8) Le conseiller suspend sans délai l'enquête menée en vertu du présent article à l'égard d'une infraction présumée au code si, selon le cas :

Suspension de l'enquête

<p>Investigation continued</p>	<p>(a) the Ethics Counsellor believes on reasonable grounds that the person has committed an offence under this or any other Act of Parliament or of the legislature of a province in respect of the same subject-matter; or</p> <p>(b) it is discovered that the subject-matter of the investigation under this section is also the subject-matter of an investigation to determine whether an offence referred to in paragraph (a) has been committed or that a charge has been laid with respect to that subject-matter.</p> <p>(9) The Ethics Counsellor may not continue an investigation under this section until any investigation or charge regarding the same subject-matter has been finally disposed of.</p>	<p>a) il a des motifs raisonnables de croire que la personne a commis une infraction à la présente loi ou à toute autre loi fédérale ou provinciale portant sur le même sujet;</p> <p>b) l'on découvre que l'objet de l'enquête est le même que celui d'une enquête menée dans le but de décider si une infraction visée à l'alinéa a) a été commise, ou qu'une accusation a été portée à l'égard du même objet.</p> <p>(9) Le conseiller ne peut poursuivre l'enquête avant qu'une décision finale n'ait été prise relativement à toute enquête ou à toute accusation portant sur le même objet.</p>	<p>Poursuite de l'enquête</p>
<p>1995, c. 12, s. 5</p>	<p>11. Subsection 10.5(2) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>11. Le paragraphe 10.5(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	<p>1995, ch. 12, art. 5</p>
<p>Contents of report</p>	<p>(2) The report may contain details of any payment received, disbursement made or expense incurred by an individual who is required to file a return under subsection 5(1) or by an employee who, in accordance with paragraph 7(3)(f) or (f.1), is named in a return filed under subsection 7(1), in respect of any matter referred to in any of subparagraphs 5(1)(a)(i) to (vi) or 7(1)(a)(i) to (v), as the case may be, if the Ethics Counsellor considers publication of the details to be in the public interest.</p>	<p>(2) Le rapport peut faire état, si le conseiller estime que l'intérêt public le justifie, des renseignements concernant tout paiement reçu ou toute dépense engagée par la personne tenue de fournir une déclaration en application du paragraphe 5(1) ou qui, aux termes des alinéas 7(3)f) ou f.1), est nommée dans une déclaration fournie en application du paragraphe 7(1), et se rapportant, le cas échéant, à l'une des mesures visées aux sous-alinéas 5(1)a)(i) à (vi) ou 7(1)a)(i) à (v).</p>	<p>Contenu du rapport</p>
<p>1995, c. 12, s. 7</p>	<p>12. Paragraph 12(a) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>12. L'alinéa 12a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	<p>1995, ch. 12, art. 7</p>
	<p>(a) requiring a fee to be paid on the filing of a return or a return of a class of returns under section 5 or 7, or for any service performed or the use of any facility provided by the registrar, and prescribing the fee or the manner of determining it;</p>	<p>a) prévoir le versement de droits pour la remise, sous le régime des articles 5 ou 7, d'une déclaration ou d'une déclaration faisant partie d'une catégorie déterminée ou pour la prestation de services ou la mise à disposition d'installations par le directeur et déterminer le montant des droits ou leur mode de détermination;</p>	
	<p>13. The Act is amended by adding the following after section 14:</p>	<p>13. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 14, de ce qui suit :</p>	

	REVIEW BY PARLIAMENT	EXAMEN PAR LE PARLEMENT	
Review of Act by parliamentary committee	14.1 (1) A comprehensive review of the provisions and operation of this Act must be undertaken, every five years after this section comes into force, by the committee of the Senate, of the House of Commons, or of both Houses of Parliament, that may be designated or established for that purpose.	14.1 (1) Est désigné ou constitué un comité du Sénat, de la Chambre des communes ou des deux chambres, chargé spécialement de l'examen, tous les cinq ans suivant l'entrée en vigueur du présent article, des dispositions et de l'application de la présente loi.	Examen par un comité
Review and report	(2) The committee referred to in subsection (1) must, within a year after the review is undertaken or within any further period that the Senate, the House of Commons, or both Houses of Parliament, as the case may be, may authorize, submit a report on the review to Parliament that includes a statement of any changes to this Act or its operation that the committee recommends.	(2) Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen ou tout délai plus long autorisé par le Sénat, la Chambre des communes ou les deux chambres, selon le cas, le comité remet au Parlement son rapport, accompagné des modifications qu'il recommande.	Examen et rapport
	TRANSITIONAL PROVISIONS	DISPOSITIONS TRANSITOIRES	
	<i>Interpretation</i>	<i>Définitions</i>	
Definitions	14. The following definitions apply in sections 15 to 17.	14. Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 15 à 17.	Définitions
"new Act" « nouvelle loi »	"new Act" means the <i>Lobbyists Registration Act</i> as it reads on the day on which this Act comes into force.	« ancienne loi » La <i>Loi sur l'enregistrement des lobbyistes</i>, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.	« ancienne loi » "old Act"
"old Act" « ancienne loi »	"old Act" means the <i>Lobbyists Registration Act</i> as it read immediately before the day on which this Act comes into force.	« nouvelle loi » La <i>Loi sur l'enregistrement des lobbyistes</i>, dans sa version à l'entrée en vigueur de la présente loi.	« nouvelle loi » "new Act"
	<i>Filings by Consultant Lobbyists</i>	<i>Déclarations des lobbyistes-conseils</i>	
Requirement to file return	15. (1) Subject to subsection (2), if, on the day on which this Act comes into force, an individual is engaged in an undertaking described in subsection 5(1) of the new Act, the individual shall, not later than two months after the day on which this Act comes into force, file a return with respect to the undertaking with the registrar in accordance with subsection 5(1) of the new Act.	15. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la personne (ci-après « lobbyiste-conseil ») liée, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, par un engagement en application du paragraphe 5(1) de la nouvelle loi est tenue de fournir au directeur une déclaration au sujet de l'engagement en application de ce paragraphe dans les deux mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.	Obligation de déclarer
Exception	(2) An individual is deemed to have filed a return with respect to an undertaking in accordance with subsection (1) if (a) the individual filed a return with respect to the undertaking in accordance with subsection 5(1) of the old Act within the five months before the day on which this Act comes into force;	(2) Le lobbyiste-conseil est réputé s'être conformé au paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies : a) une déclaration au sujet de l'engagement a été fournie par lui en application du paragraphe 5(1) de l'ancienne loi dans les cinq mois précédant la date d'entrée en vigueur de la présente loi;	Exception

(b) there is no change to the information provided in the return referred to in paragraph (a); and

(c) the individual has no knowledge of any information required to be provided under subsection 5(2) of the new Act that was not provided in the return referred to in paragraph (a).

b) les renseignements contenus dans la déclaration visée à l'alinéa a) n'ont pas changé;

c) le lobbyiste-conseil n'a connaissance d'aucun renseignement devant être fourni aux termes du paragraphe 5(2) de la nouvelle loi qui n'ait pas été inclus dans la déclaration visée à l'alinéa a).

Deemed date of filing

(3) For the purpose of paragraph 5(1.1)(b) of the new Act, the day on which a return referred to in subsection (1) or paragraph (2)(a) is filed is deemed to be the date of filing a return under paragraph 5(1.1)(a) of the new Act.

(3) Pour l'application de l'alinéa 5(1.1)b) de la nouvelle loi, la date de remise de la déclaration visée au paragraphe (1) ou à l'alinéa (2)a), selon le cas, est réputée être celle de la remise faite aux termes de l'alinéa 5(1.1)a) de la nouvelle loi.

Date réputée de remise

Filings by In-house Lobbyists (Corporations)

Déclarations des lobbyistes salariés (personnes morales)

Requirement to file return

16. If, on the day on which this Act comes into force, a corporation employs one or more employees whose duties are as described in paragraphs 7(1)(a) and (b) of the new Act, the officer responsible for filing returns, as defined in subsection 7(6) of the new Act, shall, not later than two months after the day on which this Act comes into force, file a return with the registrar in accordance with subsection 7(1) of the new Act.

16. Si, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, une personne morale compte au moins un employé dont les fonctions sont décrites aux alinéas 7(1)a) et b) de la nouvelle loi, le déclarant, au sens du paragraphe 7(6) de la nouvelle loi, qui agit pour le compte de la personne morale est tenu, aux termes du paragraphe 7(1) de la nouvelle loi, de fournir au directeur une déclaration dans les deux mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Remise par le déclarant

Filings by In-house Lobbyists (Organizations)

Déclarations des lobbyistes salariés (organisations)

Requirement to file return

17. (1) Subject to subsection (2), if, on the day on which this Act comes into force, an organization employs one or more employees whose duties are as described in paragraphs 7(1)(a) and (b) of the new Act, the officer responsible for filing returns, as defined in subsection 7(6) of the new Act, shall, not later than two months after the day on which this Act comes into force, file a return with the registrar in accordance with subsection 7(1) of the new Act.

17. (1) Sous réserve du paragraphe (2), si, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, une organisation compte au moins un employé dont les fonctions sont décrites aux alinéas 7(1)a) et b) de la nouvelle loi, le déclarant, au sens du paragraphe 7(6) de la nouvelle loi, qui agit pour le compte de l'organisation est tenu, en application du paragraphe 7(1) de la nouvelle loi, de fournir au directeur une déclaration dans les deux mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Remise par le déclarant

Exception

(2) An officer responsible for filing returns for an organization is deemed to have filed a return in accordance with subsection (1) if

(2) Le déclarant de l'organisation est réputé s'être conformé au paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies :

Exception

(a) the senior officer of the organization, as defined in subsection 7(6) of the old

a) une déclaration a été fournie par le premier dirigeant, au sens du paragraphe 7(6) de l'ancienne loi, en application

Act, filed a return in accordance with subsection 7(1) of the old Act within the five months before the day on which this Act comes into force;

(b) there is no change to the information provided in the return referred to in paragraph (a); and

(c) the officer responsible for filing returns has no knowledge of any information required to be provided under subsection 7(3) of the new Act that was not provided in the return referred to in paragraph (a).

du paragraphe 7(1) de l'ancienne loi dans les cinq mois précédant la date d'entrée en vigueur de la présente loi;

b) les renseignements contenus dans la déclaration visée à l'alinéa a) n'ont pas changé;

c) il n'a connaissance d'aucun renseignement devant être fourni aux termes du paragraphe 7(3) de la nouvelle loi qui n'ait pas été inclus dans la déclaration visée à l'alinéa a).

Deemed date of filing

(3) For the purpose of paragraph 7(2)(b) of the new Act, the day on which a return referred to in subsection (1) or paragraph (2)(a) is filed is deemed to be the date of filing a return under paragraph 7(2)(a) of the new Act.

(3) Pour l'application de l'alinéa 7(2)b) de la nouvelle loi, la date de remise de la déclaration visée au paragraphe (1) ou à l'alinéa (2)a), selon le cas, est réputée être celle de la remise faite aux termes de l'alinéa 7(2)a) de la nouvelle loi.

Date réputée de remise

COMING INTO FORCE

Coming into force

18. This Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

18. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret.

Entrée en vigueur

EXPLANATORY NOTES

Lobbyists Registration Act

Clause 1: The third paragraph of the preamble reads as follows:

AND WHEREAS it is desirable that public office holders and the public be able to know who is attempting to influence government;

Clause 2: The relevant portion of the definition “organization” in subsection 2(1) reads as follows:

“organization” includes

...

(d) a partnership, association, charitable society, coalition or interest group,

Clause 3: (1) The relevant portion of subsection 4(1) reads as follows:

4. (1) This Act does not apply to any of the following persons when acting in their official capacity, namely,

...

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur l'enregistrement des lobbyistes

Article 1 : Texte du troisième paragraphe du préambule :

Vu l'opportunité d'accorder aux titulaires d'une charge publique et au public la possibilité de savoir qui cherche à exercer une influence auprès de ces institutions;

Article 2 : Texte de la définition de « organisation » au paragraphe 2(1) :

« organisation » Organisation commerciale, industrielle, professionnelle, syndicale ou bénévole, chambre de commerce, organisme de bienfaisance, société de personnes, association, coalition ou groupe d'intérêt, ainsi que tout gouvernement autre que celui du Canada. Y est en outre assimilée la personne morale sans capital-actions constituée aux fins de poursuivre, sans gain pécuniaire pour ses membres, des objets d'un caractère national, provincial, patriotique, religieux, philanthropique, charitable, scientifique, artistique, social, professionnel ou sportif, ou des objets analogues.

Article 3 : (1) Texte du passage visé du paragraphe 4(1) :

4. (1) La présente loi ne s'applique pas aux actes accomplis, dans le cadre de leurs attributions, par les personnes suivantes :

...

(d.1) members of a governing body under the constitution of a first nation named in Schedule II to the *Yukon First Nations Self-Government Act*, persons on their staff or employees of such a governing body;

(d.2) members of Nisga'a Government, as defined in the Nisga'a Final Agreement given effect by the *Nisga'a Final Agreement Act*, persons on the staff of those members or employees of the Nisga'a Nation, a Nisga'a Village or a Nisga'a Institution, as defined in that Agreement;

(2): The relevant portion of subsection 4(2) reads as follows:

(2) This Act does not apply in respect of

...

(b) any oral or written submission made to a public office holder by an individual on behalf of any person or organization with respect to the enforcement, interpretation or application of any Act of Parliament or regulation thereunder by that public office holder and with respect to that person or organization; or

(c) any oral or written submission made to a public office holder by an individual on behalf of any person or organization in direct response to a written request from a public office holder, for advice or comment in respect of any matter referred to in any of subparagraphs 5(1)(a)(i) to (vi) or paragraphs 6(1)(a) to (e) or 7(1)(a) to (e).

Clause 4: (1) Subsections 5(1.1) to (1.3) are new. Subsection 5(1) reads as follows:

5. (1) Every individual who, for payment, on behalf of any person or organization (in this section referred to as the "client"), undertakes to

(a) communicate with a public office holder in an attempt to influence

(i) the development of any legislative proposal by the Government of Canada or by a member of the Senate or the House of Commons,

(ii) the introduction of any Bill or resolution in either House of Parliament or the passage, defeat or amendment of any Bill or resolution that is before either House of Parliament,

(iii) the making or amendment of any regulation as defined in subsection 2(1) of the *Statutory Instruments Act*,

(iv) the development or amendment of any policy or program of the Government of Canada,

(v) the awarding of any grant, contribution or other financial benefit by or on behalf of Her Majesty in right of Canada, or

(vi) the awarding of any contract by or on behalf of Her Majesty in right of Canada, or

(b) arrange a meeting between a public office holder and any other person,

shall, not later than ten days after entering into that undertaking, file with the registrar, in the prescribed form and manner, a return setting out the information referred to in subsection (2).

d.1) les membres du corps dirigeant prévu par la constitution d'une première nation dont le nom figure à l'annexe II de la *Loi sur l'autonomie gouvernementale des premières nations du Yukon*, leur personnel ainsi que leurs employés;

d.2) les membres du gouvernement nisga'a, au sens de l'Accord définitif nisga'a mis en vigueur par la *Loi sur l'Accord définitif nisga'a*, leur personnel ou les employés de la Nation nisga'a, d'un village nisga'a ou d'une institution nisga'a, au sens de l'accord;

(2) Texte du passage visé du paragraphe 4(2) :

(2) La présente loi ne s'applique pas dans les cas suivants :

...

b) communication orale ou écrite entre un mandataire et un titulaire d'une charge publique portant sur l'exécution, l'interprétation ou l'application, par celui-ci, d'une loi fédérale ou d'un règlement d'application de celle-ci à l'égard de la personne ou de l'organisation mandante;

c) présentation à un titulaire d'une charge publique, en réponse directe à sa demande écrite, d'avis ou observations, oralement ou par écrit, au nom d'une personne ou d'une organisation en rapport avec une mesure visée aux sous-alinéas 5(1)(a)(i) à (vi) ou aux alinéas 6(1)(a) à (e) ou 7(1)(a) à (e).

Article 4: (1) Les paragraphes 5(1.1) à (1.3) sont nouveaux. Texte du paragraphe 5(1) :

5. (1) Est tenue de fournir au directeur, dans les dix jours suivant l'engagement, une déclaration, en la forme réglementaire, contenant les renseignements prévus au paragraphe (2) toute personne (ci-après « lobbyiste-conseil ») qui, moyennant paiement, s'engage, auprès d'un client, personne physique ou morale ou organisation :

a) à communiquer avec un titulaire de charge publique afin de tenter d'influencer :

(i) l'élaboration de propositions législatives par le gouvernement fédéral ou par un sénateur ou un député,

(ii) le dépôt d'un projet de loi ou d'une résolution devant une chambre du Parlement, ou sa modification, son adoption ou son rejet par celle-ci,

(iii) la prise ou la modification de tout règlement au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les textes réglementaires*,

(iv) l'élaboration ou la modification d'orientation ou programmes fédéraux,

(v) l'octroi de subventions, de contributions ou autres avantages financiers par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom,

(vi) l'octroi de tout contrat par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom;

b) à ménager pour un tiers une entrevue avec le titulaire d'une charge publique.

(2) to (5) The relevant portion of subsection 5(2) reads as follows:

(2) The return shall set out the following information with respect to the undertaking:

...

(2) à (5) Texte du passage visé du paragraphe 5(2) :

(2) Le lobbyiste-conseil est tenu, dans sa déclaration, de fournir les renseignements suivants sur son engagement :

...

(e.1) where the client is funded in whole or in part by a government, the name of the government or government agency, as the case may be, and the amount of funding received by the client from that government or government agency;

(f) particulars to identify the subject-matter in respect of which the individual has undertaken to communicate with a public office holder or to arrange a meeting, and such other information respecting the subject-matter as is prescribed;

(g) where applicable, whether the payment to the individual is in whole or in part contingent on the individual's degree of success in influencing any matter described in subparagraphs (1)(a)(i) to (vi);

...

(i) the name of any department or other governmental institution in which any public office holder with whom the individual has communicated or expects to communicate, or with whom a meeting is to be or has been arranged, is employed or serves;

(j) where the individual has undertaken to communicate with a public office holder in an attempt to influence any matter described in subparagraphs (1)(a)(i) to (vi), particulars to identify any communication technique, including appeals to members of the public through the mass media or by direct communication that seek to persuade members of the public to communicate directly with a public office holder in an attempt to place pressure on the public office holder to endorse a particular opinion (in this Act referred to as "grass-roots communication"), that the individual has used or expects to use in an attempt to influence that matter; and

e.1) dans le cas où le financement de son client provient en tout ou en partie d'une administration publique, le nom de cette dernière et les montants en cause;

f) les renseignements — même non réglementaires — utiles à la détermination de l'objet de l'engagement;

g) le fait, le cas échéant, que le paiement est constitué en tout ou en partie d'honoraires conditionnels et donc subordonné au degré de succès de ses tentatives d'influencer l'une des mesures visées aux sous-alinéas (1)a(i) à (vi);

...

i) le nom du ministère ou de l'institution gouvernementale où exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique avec qui il a communiqué ou compte communiquer ou avec qui il a pris rendez-vous ou compte prendre rendez-vous;

j) les moyens de communication qu'il a utilisés ou qu'il compte utiliser pour tenter d'influencer l'une des mesures visées aux sous-alinéas (1)a(i) à (vi), notamment par un appel au grand public, directement ou au moyen d'un média à grande diffusion, pour qu'il communique avec le titulaire d'une charge publique en vue de faire pression sur lui concernant la mesure;

(6) Subsection 5(4) reads as follows:

(4) An individual who completes or terminates an undertaking in respect of which the individual has filed a return shall advise the registrar of that fact, in the prescribed form and manner, not later than thirty days after the undertaking is completed or terminated.

(7) Subsection 5(7) reads as follows:

(6) Texte du paragraphe 5(4) :

(4) Il informe le directeur, dans les trente jours, en la forme réglementaire, de la fin d'un engagement pour lequel il a transmis une déclaration.

(7) Texte du paragraphe 5(7) :

(7) For greater certainty, an individual who undertakes to communicate with a public office holder as described in paragraph (1)(a) is required to file only one return under subsection (1) notwithstanding that the individual may, in connection with that undertaking, communicate with one or more public office holders on one or more occasions.

Clause 5: Section 6 and the heading before it read as follows:

In-House Lobbyists (Corporate)

6. (1) Where a person employs an individual a significant part of whose duties as an employee is to communicate with public office holders on behalf of the employer or, where the employer is a corporation, on behalf of any subsidiary of the employer or any corporation of which the employer is a subsidiary, in an attempt to influence

- (a) the development of any legislative proposal by the Government of Canada or by a member of the Senate or the House of Commons,
- (b) the introduction of any Bill or resolution in either House of Parliament or the passage, defeat or amendment of any Bill or resolution that is before either House of Parliament,
- (c) the making or amendment of any regulation as defined in subsection 2(1) of the *Statutory Instruments Act*,
- (d) the development or amendment of any policy or program of the Government of Canada, or
- (e) the awarding of any grant, contribution or other financial benefit by or on behalf of Her Majesty in right of Canada,

the employee shall file with the registrar, in the prescribed form and manner and at the time or times required by subsection (2), a return setting out the information referred to in subsection (3).

(2) An employee to whom subsection (1) applies shall file a return

- (a) where the duties described in subsection (1) commenced to be a significant part of their duties before the date on which that subsection comes into force, within two months after that date;
- (b) where the duties described in subsection (1) commence to be a significant part of their duties on or after that date, within two months after the date on which those duties commence to be a significant part of their duties; and
- (c) within two months after the end of each financial year of the employer or, if the employer does not have a financial year, within two months after the end of each calendar year, beginning with the financial year or calendar year, as the case may be, in which the employee is required to file a return pursuant to paragraph (a) or (b).

(3) The return shall set out the following information:

- (a) the name and business address of the employee;
- (b) the name and business address of the employer;
- (c) where the employer is a corporation, the name and business address of each subsidiary of the corporation that, to the knowledge

(7) Le lobbyiste-conseil qui s'engage à communiquer avec le titulaire d'une charge publique conformément à l'alinéa (1)a) n'est tenu de faire qu'une déclaration aux termes du paragraphe (1) indépendamment du fait qu'il communique plusieurs fois avec un ou plusieurs titulaires dans le cadre de cet engagement.

Article 5: Texte de l'article 6 et de l'intertitre le précédant :

Lobbyistes salariés

6. (1) Est tenu de fournir au directeur, dans les délais prévus au paragraphe (2), une déclaration, en la forme réglementaire, contenant les renseignements prévus au paragraphe (3) tout employé (ci-après « lobbyiste salarié ») d'une personne morale ou physique dont les fonctions, pour une partie importante, comportent la communication, soit au nom de son employeur, soit au nom d'une filiale de l'employeur ou d'une personne morale dont celui-ci est une filiale, avec le titulaire d'une charge publique afin de tenter d'influencer :

- a) l'élaboration de propositions législatives par le gouvernement fédéral ou par un sénateur ou un député;
- b) le dépôt d'un projet de loi ou d'une résolution devant une chambre du Parlement, ou sa modification, son adoption ou son rejet par celle-ci;
- c) la prise ou la modification de tout règlement au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les textes réglementaires*;
- d) l'élaboration ou la modification d'orientation ou programmes fédéraux;
- e) l'octroi de subventions, de contributions ou autres avantages financiers par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom.

(2) Le lobbyiste salarié transmet sa déclaration dans les deux mois suivant soit la date d'entrée en vigueur du paragraphe (1) lorsque, antérieurement, les activités qui y sont mentionnées sont devenues une partie importante de ses fonctions, soit, dans le cas contraire, la date à laquelle elles le sont devenues. Il en transmet également une dans les deux mois suivant la fin de chaque exercice de son employeur ou, à défaut, de chaque année civile, le point de départ étant la période au cours de laquelle il doit transmettre la première déclaration.

(3) La déclaration du lobbyiste salarié contient les renseignements suivants :

- a) son nom et l'adresse de son établissement;
- b) le nom de son employeur et l'adresse de son établissement;

of the employee, has a direct interest in the outcome of the employee's activities on behalf of the employer;

(d) where the employer is a corporation that is a subsidiary of any other corporation, the name and business address of that other corporation;

(e) if applicable, the financial year of the employer;

(f) a description in summary form of the employer's business or activities and such other information to identify the employer's business or activities as is prescribed;

(f.1) where the employer is funded in whole or in part by a government, the name of the government or government agency, as the case may be, and the amount of funding received by the employer from that government or government agency;

(g) where the employee is attempting to influence any matter described in paragraphs (1)(a) to (e) at the time the return is filed, particulars to identify the relevant subject-matter and such other information respecting the subject-matter as is prescribed;

(h) particulars to identify the subject-matters in respect of which the employee has communicated or expects to communicate with public office holders during the financial year of the employer in which the return is filed or, if the employer does not have a financial year, during the calendar year in which the return is filed, in an attempt to influence any matter described in paragraphs (1)(a) to (e), and such other information respecting those subject-matters as is prescribed;

(i) particulars to identify any relevant legislative proposal, Bill, resolution, regulation, policy, program, grant, contribution or financial benefit;

(j) the name of any department or other governmental institution in which any public office holder with whom the employee has communicated or expects to communicate, in connection with any matter referred to in paragraph (g) or (h), is employed or serves;

(k) particulars to identify any communication technique, including grass-roots communication within the meaning of paragraph 5(2)(f), that the employee has used or expects to use in an attempt to influence any matter referred to in paragraph (g) or (h); and

(l) such other information relating to the identity of the employee, the employer, any subsidiary referred to in paragraph (c), the other corporation referred to in paragraph (d) or any department or institution referred to in paragraph (j) as is prescribed.

(4) An employee who files a return shall provide the registrar, in the prescribed form and manner, with any change to the information provided by the employee in the return, and any information required to be provided under subsection (3) the knowledge of which the employee acquired only after the return was filed, not later than thirty days after the change occurs or the knowledge is acquired.

(5) An employee who files a return shall advise the registrar, in the prescribed form and manner, if the duties described in subsection (1) cease to be a significant part of their duties or they cease to be employed by the employer, and shall do so not later than thirty days after the event.

(6) An employee who files a return shall provide the registrar, in the prescribed form and manner, with such information as the registrar may request to clarify any information that the employee has provided to the registrar pursuant to this section, and shall do so not later than thirty days after the request is made.

(7) In this section, "employee" includes an officer who is compensated for the performance of their duties.

c) si son employeur est une personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de chacune de ses filiales qui, à sa connaissance, est directement intéressée au résultat de ses activités au nom de son employeur;

d) si son employeur est une personne morale, filiale d'une autre, le nom de cette dernière et l'adresse de son établissement;

e) les dates indiquant le début et la fin de l'exercice de son employeur, s'il y a lieu;

f) un résumé des activités — commerciales ou autres — de son employeur et tout autre renseignement réglementaire portant sur la nature de ces activités;

f.1) dans le cas où le financement de son employeur provient en tout ou en partie d'une administration publique, le nom de cette dernière et les montants en cause;

g) dans le cas où il tente d'influencer une des mesures visées aux alinéas (1)a) à e) à la date de remise de sa déclaration, les renseignements — même non réglementaires — utiles à la détermination de l'objet poursuivi;

h) les renseignements — même non réglementaires — utiles à la détermination de l'objet pour lequel il a communiqué ou compte communiquer avec le titulaire d'une charge publique au cours de l'exercice ou, à défaut, de l'année civile visé par la déclaration afin d'influencer une des mesures visées aux alinéas (1)a) à e);

i) les renseignements utiles à la détermination de la mesure — proposition législative, projet de loi, résolution, règlement, politique, programme, subvention, contribution ou autre avantage financier — en cause;

j) le nom du ministère ou de l'institution gouvernementale où exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique avec qui il a communiqué ou compte communiquer concernant une des mesures visées aux alinéas g) ou h);

k) les moyens de communication qu'il a utilisés ou qu'il compte utiliser pour tenter d'influencer l'une des mesures visées aux alinéas g) ou h), notamment par un appel au grand public, directement ou au moyen d'un média à grande diffusion, pour qu'il communique avec le titulaire d'une charge publique en vue de faire pression sur lui concernant la mesure;

l) tout autre renseignement réglementaire utile à son identification, à celle de son employeur, de la filiale visée à l'alinéa c), de la personne morale visée à l'alinéa d), du ministère ou de l'institution visé à l'alinéa j).

(4) Le lobbyiste salarié informe le directeur, dans les trente jours, en la forme réglementaire, de tout changement des renseignements contenus dans sa déclaration ainsi que de tout renseignement qu'il doit fournir au titre du paragraphe (3) qui a été porté à sa connaissance après la transmission de sa déclaration.

(5) Le lobbyiste salarié pour qui les activités visées au paragraphe (1) et mentionnées dans sa déclaration cessent d'être une partie importante de ses fonctions, ou qui quitte son employeur, en informe le directeur, en la forme réglementaire, dans les trente jours.

(6) Le lobbyiste salarié apporte à sa déclaration les précisions demandées par le directeur et les lui transmet, en la forme réglementaire, dans les trente jours suivant la demande.

(7) Pour l'application du présent article, est assimilé à un employé le cadre dûment rémunéré pour ses fonctions.

Clause 6: The heading before section 7 reads as follows:

In-House Lobbyists (Organizations)

Clause 7: (1) and (2). Subsection 7(2.1) is new. Subsections 7(1) to (5) read as follows:

7. (1) Where an organization employs one or more individuals any part of whose duties is to communicate with public office holders on behalf of the organization in an attempt to influence

- (a) the development of any legislative proposal by the Government of Canada or by a member of the Senate or the House of Commons,
- (b) the introduction of any Bill or resolution in either House of Parliament or the passage, defeat or amendment of any Bill or resolution that is before either House of Parliament,
- (c) the making or amendment of any regulation as defined in subsection 2(1) of the *Statutory Instruments Act*,
- (d) the development or amendment of any policy or program of the Government of Canada, or
- (e) the awarding of any grant, contribution or other financial benefit by or on behalf of Her Majesty in right of Canada,

the senior officer of the organization shall, if those duties constitute a significant part of the duties of one employee or would constitute a significant part of the duties of one employee were those duties to be performed by only one employee, file with the registrar, in the prescribed form and manner and at the time or times required by subsection (2), a return setting out the information referred to in subsection (3).

(2) The senior officer of the organization shall file a return

- (a) where, on the date on which subsection (1) comes into force, the organization employs one or more individuals whose duties are as described in that subsection, within two months after that date and thereafter within thirty days after the expiration of each six month period after the date of filing; and
- (b) where, on that date, the organization does not employ any individual whose duties are as described in that subsection, within two months after the date on which the organization first commences to employ such an individual and thereafter within thirty days after the expiration of each six month period after the date of filing.

(3) The return shall set out the following information:

- (a) the name and business address of the senior officer;
- (b) the name and business address of the organization;
- (c) a description in summary form of the organization's business or activities and such other information to identify its business or activities as is prescribed;
- (d) a description of the organization's membership and such other information to identify its membership as is prescribed;
- (e) where the organization is funded in whole or in part by a government, the name of the government or government agency, as the case may be, and the amount of funding received by the organization from that government or government agency;
- (f) the name of each employee of the organization whose duties include those described in subsection (1);
- (g) where any such employee is attempting to influence any matter described in paragraphs (1)(a) to (e) at the time the return is filed, particulars to identify the relevant subject-matter and such other information respecting the subject-matter as is prescribed;

Article 6: Texte de l'intertitre précédant l'article 7 :

Lobbyistes pour le compte d'une organisation

Article 7: (1) et (2) Le paragraphe 2.1 est nouveau. Texte des paragraphes 7(1) à (5) :

7. (1) Est tenu de fournir au directeur une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe (3), en la forme réglementaire et dans les délais prévus au paragraphe (2), le premier dirigeant d'une organisation qui compte au moins un employé dont les fonctions, pour une partie importante, comportent la communication, au nom de l'organisation, avec le titulaire d'une charge publique, afin d'influencer :

- a) l'élaboration de propositions législatives par le gouvernement fédéral ou par un sénateur ou un député;
- b) le dépôt d'un projet de loi ou d'une résolution devant une chambre du Parlement, ou sa modification, son adoption ou son rejet par celle-ci;
- c) la prise ou la modification de tout règlement au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les textes réglementaires*;
- d) l'élaboration ou la modification d'orientation ou programmes fédéraux;
- e) l'octroi de subventions, de contributions ou autres avantages financiers par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom.

Il est tenu à la même obligation dans le cas où, exercées par plusieurs employés, ces fonctions constitueraient au total une partie importante de celles d'un seul employé.

(2) Il transmet sa déclaration dans les deux mois suivant soit la date d'entrée en vigueur du paragraphe (1) si, à cette date, l'organisation affecte au moins une personne aux fonctions mentionnées à ce paragraphe, soit, dans le cas contraire, l'affectation d'une personne à ces fonctions. Par la suite, il en transmet une tous les six mois et dispose pour ce faire d'un délai de trente jours.

(3) La déclaration du premier dirigeant contient les renseignements suivants :

- a) son nom et l'adresse de son établissement;
- b) le nom de l'organisation et l'adresse de son établissement;
- c) un résumé des activités — commerciales ou autres — de l'organisation et tout autre renseignement réglementaire utile portant sur la nature de ces activités;
- d) la composition de l'organisation et tout autre renseignement réglementaire utile à l'identification de ses membres;
- e) dans le cas où le financement de l'organisation provient en tout ou en partie d'une administration publique, le nom de cette dernière et, le cas échéant, celui de son mandataire et les montants en cause;
- f) le nom des employés occupant les fonctions visées au paragraphe (1);
- g) dans le cas où un employé tente d'influencer une des mesures visées aux alinéas (1)a) à e) à la date de remise de sa déclaration, les renseignements — même non réglementaires — utiles à la détermination de l'objet poursuivi;

(h) particulars to identify the subject-matters in respect of which any such employee

(i) has communicated with public office holders during the period for which the return is filed under subsection (2), and

(ii) is expected to communicate with public office holders during the next following six month period,

in an attempt to influence any matter described in paragraphs (1)(a) to (e), and such other information respecting those subject-matters as is prescribed;

(i) particulars to identify any relevant legislative proposal, Bill, resolution, regulation, policy, program, grant, contribution or financial benefit;

(j) the name of any department or other governmental institution in which any public office holder with whom any such employee

(i) has communicated during the period for which the return is required to be filed pursuant to subsection (2), and

(ii) is expected to communicate during the next following six month period,

in connection with any matter referred to in paragraph (g) or (h), is employed or serves;

(k) particulars to identify any communication technique, including grass-roots communication within the meaning of paragraph 5(2)(j), that any such employee

(i) has used during the period for which the return is required to be filed pursuant to subsection (2), and

(ii) is expected to use during the next following six month period,

in an attempt to influence any matter referred to in paragraph (g) or (h); and

(l) such other information relating to the identity of the senior officer, the organization, any employee referred to in paragraph (f) or any department or institution referred to in paragraph (j) as is prescribed.

(4) The senior officer of an organization in respect of which a return is filed shall advise the registrar, in the prescribed form and manner, if an employee who has been identified in the return ceases to perform duties described in subsection (1) or ceases to be employed by the organization, and shall do so not later than thirty days after the event.

(5) The senior officer of an organization in respect of which a return is filed shall provide the registrar, in the prescribed form and manner, with such information as the registrar may request to clarify any information that has been provided to the registrar pursuant to this section, and shall do so not later than thirty days after the request is made.

h) les renseignements — même non réglementaires — utiles à la détermination de l'objet pour lequel un employé a communiqué avec le titulaire d'une charge publique au cours de la période applicable aux termes du paragraphe (2), ou compte communiquer avec lui au cours des six prochains mois afin d'influencer une des mesures visées aux alinéas (1)a) à e);

i) les renseignements utiles à la détermination de la mesure — proposition législative, projet de loi, résolution, règlement, politique, programme, subvention, contribution ou autre avantage financier — en cause;

j) le nom du ministère ou de l'institution gouvernementale où exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique avec qui il a communiqué au cours de la période applicable aux termes du paragraphe (2), ou avec qui il compte communiquer au cours des six prochains mois concernant une des mesures visées aux alinéas g) ou h);

k) les moyens de communication qu'il a utilisés au cours de la période applicable aux termes du paragraphe (2), ou qu'il compte utiliser au cours des six prochains mois pour tenter d'influencer l'une des mesures visées aux alinéas g) ou h), notamment par un appel au grand public, directement ou au moyen d'un média à grande diffusion, pour qu'il communique avec le titulaire d'une charge publique en vue de faire pression sur lui concernant la mesure;

l) tout autre renseignement réglementaire utile à son identification, à celle de son organisation, de l'employé visé à l'alinéa f), du ministère ou de l'institution gouvernementale visé à l'alinéa j).

(4) Il informe le directeur, dans les trente jours, en la forme réglementaire, du fait que l'employé visé dans la déclaration a cessé d'être employé de l'organisation ou a cessé d'occuper les fonctions visées au paragraphe (1).

(5) Il apporte à sa déclaration les précisions demandées par le directeur et les lui transmet, en la forme réglementaire, dans les trente jours suivant la demande.

(3) to (6) The definition “officer responsible for filing returns” in subsection 7(6) is new. The definition “senior officer” in subsection 7(6) reads as follows:

“senior officer”, in respect of an organization, means the most senior officer of the organization who is compensated for the performance of their duties.

(3) à (6) Les définitions de « cadre dirigeant » et « déclarant » sont nouvelles. Texte de la définition de « premier dirigeant » au paragraphe 7(6) :

« premier dirigeant » Le cadre rémunéré qui occupe les fonctions les plus élevées au sein de l’organisation.

Clause 8: Subsection 10.2(1) reads as follows:

10.2 (1) The Ethics Counsellor shall develop a Lobbyists' Code of Conduct respecting the activities described in subsections 5(1), 6(1) and 7(1).

Clause 9: Subsection 10.3(1) reads as follows:

10.3 (1) The following individuals shall comply with the Code:

- (a) an individual who is required to file a return under subsection 5(1) or 6(1); and
- (b) an individual who, in accordance with paragraph 7(3)(f), is named in a return filed under subsection 7(1).

Clause 10: (1) The relevant portion of subsection 10.4(2) reads as follows:

Article 8 : Texte du paragraphe 10.2(1) :

10.2 (1) Le conseiller élabore un code de déontologie des lobbyistes portant sur toutes les activités visées aux paragraphes 5(1), 6(1) et 7(1).

Article 9 : Texte du paragraphe 10.3(1) :

10.3 (1) Sont tenues de se conformer au code la personne requise par les paragraphes 5(1) ou 6(1) de fournir une déclaration ainsi que l'employé visé à l'alinéa 7(3)f).

Article 10 : (1) Texte du paragraphe 10.4(2) :

(2) For the purpose of conducting the investigation, the Ethics Counsellor may

(a) in the same manner and to the same extent as a superior court of record,

...

(ii) compel persons to produce any documents or other things that the Ethics Counsellor considers necessary for the investigation, including any record of a payment received, disbursement made or expense incurred by an individual who is required to file a return under subsection 5(1) or 6(1) or by an individual who, in accordance with paragraph 7(3)(f), is named in a return filed under subsection 7(1), in respect of any matter referred to in any of subparagraphs 5(1)(a)(i) to (vi) or paragraphs 6(1)(a) to (e) or 7(1)(a) to (e), as the case may be; and

(2) New. The relevant portion of subsection 10.4(6) reads as follows:

(6) The Ethics Counsellor, and every person acting on behalf of or under the direction of the Ethics Counsellor, shall not disclose any information that comes to their knowledge in the performance of their duties and functions under this section, unless

(3) New.

(2) Il peut, dans le cadre de son enquête, de la même manière et dans la même mesure qu'une cour supérieure d'archives, assigner devant lui des témoins et leur enjoindre de déposer oralement ou par écrit, sous la foi du serment, ou de produire les documents et autres pièces qu'il croit nécessaires à son enquête, y compris les documents établissant que le lobbyiste-conseil, le lobbyiste salarié ou le lobbyiste travaillant pour le compte d'une organisation a reçu un paiement ou engagé une dépense se rapportant à une activité visée aux paragraphes 5(1), 6(1) ou 7(1). Il peut en outre faire prêter serment et recueillir tout renseignement, qu'il soit ou non admissible en preuve devant un tribunal.

(2) Nouveau. Texte visé du paragraphe 10.4(6) :

(6) Le conseiller et les personnes agissant en son nom ou sous son autorité sont tenus au secret en ce qui concerne les renseignements dont ils prennent connaissance dans l'exercice des pouvoirs et fonctions que leur confère la présente loi. Ces renseignements peuvent toutefois être divulgués :

(3) Nouveau.

Clause 11: Subsection 10.5(2) reads as follows:

(2) The report may contain details of any payment received, disbursement made or expense incurred by an individual who is required to file a return under subsection 5(1) or 6(1) or by an individual who, in accordance with paragraph 7(3)(f), is named in a return filed under subsection 7(1), in respect of any matter referred to in any of subparagraphs 5(1)(a)(i) to (vi) or paragraphs 6(1)(a) to (e) or 7(1)(a) to (e), as the case may be, if the Ethics Counsellor considers publication of the details to be in the public interest.

Clause 12: The relevant portion of section 12 reads as follows:

12. The Governor in Council may make regulations

(a) requiring a fee to be paid on the filing of a return or a return of a class of returns under section 5, 6 or 7, or for any service performed or the use of any facility provided by the registrar, and prescribing the fee or the manner of determining it;

Clause 13: New.

Article 11 : Texte du paragraphe 10.5(2) :

(2) Le rapport peut faire état, lorsque le conseiller estime que l'intérêt public le justifie, des renseignements concernant tout paiement reçu ou dépense engagée par le lobbyiste-conseil, le lobbyiste salarié ou le lobbyiste travaillant pour le compte d'une organisation et se rapportant à une activité visée aux paragraphes 5(1), 6(1) ou 7(1).

Article 12 : Texte du passage visé de l'article 12 :

12. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) prévoir le versement de droits pour la remise, sous le régime des articles 5, 6 ou 7, d'une déclaration ou d'une déclaration faisant partie d'une catégorie déterminée ou pour la prestation de services ou la mise à disposition d'installations par le directeur et déterminer le montant des droits ou leur mode de détermination;

Article 13 : Nouveau.

MAIL  POSTE	
Canada Post Corporation/Société canadienne des postes	
Postage paid	Port payé
Letter mail	Poste-lettre
1782711	
Ottawa	

If undelivered, return COVER ONLY to:
Communication Canada - Publishing
Ottawa, Ontario K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Communication Canada - Édition
Ottawa (Ontario) K1A 0S9

Available from:
Communication Canada — Canadian Government Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:
Communication Canada — Édition,
Ottawa (Canada) K1A 0S9